

L'accueil des transfuges de Transylvanie

Camps hongrois pour réfugiés roumains

Encouragée par la réprobation internationale à l'égard de M. Ceausescu, la Hongrie s'installe dans la crise avec la Roumanie, affichant ouvertement ses « divergences idéologiques » avec Bucarest. L'accent est surtout mis sur la situation de la minorité magyare en Transylvanie : les premiers camps de réfugiés roumains vont bientôt faire leur apparition en Hongrie.

reconnait ce vice-ministre de l'intérieur, chef du comité interministériel sur les problèmes des réfugiés roumains, tout ça n'est jamais qu'une question de mots : la Hongrie devrait bel et bien devenir, en mai prochain, le premier pays d'Europe socialiste à créer des camps de réfugiés. Au total, quatre sont prévus — un dans les environs de Budapest, les trois autres dans les départements de l'est du pays.

Leur fonction sera double, nous explique M. Gal : « Filtrer les arrivants de manière plus appropriée, puis les orienter plus facilement vers les régions où ils trouveront du travail et un logement ».

Car si, pour l'instant, le nombre de ces réfugiés, poussés à fuir la

Transylvanie roumaine, sa misère et ses discriminations, est tout à fait tolérable pour la société hongroise (13 400 personnes disposent actuellement d'un permis de séjour, pour une population de dix millions d'habitants), ce nombre augmente régulièrement et il faut être prêts. D'autant plus qu'un nombre à peu près équivalent de réfugiés roumains, selon diverses estimations, vivent en Hongrie sans s'être déclarés.

Certes, depuis deux ou trois mois, « la dynamique des arrivées » a baissé, mais cela s'expliquerait davantage par des facteurs conjoncturels que par une hypothétique amélioration de la situation en Roumanie.

SYLVIE KAUFFMANN.
(Lire la suite page 5.)

... Le Monde • Dimanche 26-Lundi 27 février 1989 5

BUDAPEST
de notre envoyée spéciale

Camps de réfugiés ou « stations d'accueil » ? M. Zoltan Gal préfère, de loin, la seconde expression. Ça fait plus propre. Mais,

En visite à Budapest

M. Fabius constate que « tout bouge très vite en Hongrie »

Le gouvernement hongrois a annoncé, jeudi 23 février, que tous les procès politiques tenus dans le pays entre 1945 et 1962 vont être révisés dans les douze mois à venir. Toutefois, a précisé le ministre de la

justice, M. Kulcsar, ce n'est qu'un vu des conclusions de la commission historique créée l'an dernier au sein du parti qu'il sera décidé de réviser ou non le procès d'Imre Nagy, le premier ministre de l'insurrection

hongroise de 1956, et dont les restes seront réinhumés le 16 juin prochain, trente et unième anniversaire de son exécution. A Budapest, M. Fabius a pu constater que « tout bouge très vite ».

BUDAPEST
de notre envoyée spéciale

Comme l'a fait récemment M. Mitterrand en Tchécoslovaquie et en Bulgarie, M. Laurent Fabius, à la demande du président de la République, a jeté à son tour une « passerelle » vers un pays de l'Europe de l'Est, en se rendant, jeudi 23 février, pour deux jours en Hongrie.

Le président de l'Assemblée nationale, accompagné d'une délégation de députés français de la majorité et de l'opposition, a été reçu par le secrétaire général

l'université Karl-Marx, enfin M. Pozsgay, ministre d'Etat et membre du bureau politique, qui lui a redit, à propos des événements de 1956, qu'ils étaient « un soulèvement populaire ».

Tous ses interlocuteurs se sont exprimés devant M. Fabius avec une franchise parfois étonnante. Ainsi, M. Grosz lui-même a reconnu : « En 1956, nous sommes allés au drame. Aujourd'hui, la situation du pays est grave, mais personne ne veut de tragédie et personne n'interviendra de l'extérieur : tout le changement viendra de

leur volonté de se transformer en partis politiques pour participer aux élections de 1990. Dénonçant l'ambiguïté du terme socialisme, qui recouvre aussi bien, on l'a dit, le stalinisme que la démocratie suédoise ou française, ils ont souhaité qu'il ne figure plus dans la Constitution. Ils ont également évoqué comme objectif plus ou moins lointain la neutralité de la Hongrie, c'est-à-dire la sortie du pacte de Varsovie.

Une « volonté de changement politique »
Pour M. Fabius, la leçon de ces

déceptions ; elle doit être aidée, car elle peut être un modèle d'évolution ».

Le problème de la Roumanie et surtout celui du sort fait aux minorités hongroises par le régime de M. Ceausescu a été évoqué devant M. Fabius, tout à tour par les alternatifs, par les étudiants de l'université Karl-Marx et par les journalistes hongrois. Dans ses réponses, M. Fabius a été de plus en plus ferme. Il a commencé par dire : « le régime roumain est médiéval, ce qui est extrêmement condamnable ».

P. 1. ↑

la majorité et de l'opposition, a été reçu par le secrétaire général du Parti socialiste ouvrier hongrois, M. Grosz, puis par le président de l'Assemblée nationale, M. Stadinger, qui doit d'ailleurs quitter ses fonctions dans quelques jours, et enfin par le premier ministre, M. Nemeth.

M. Fabius a également rencontré les responsables des mouvements « alternatifs », qui constituent ici la contestation sinon organisée, du moins acceptée, puis tout à tour les représentants du monde culturel dans un grand café du cœur historique de Budapest, un groupe d'étudiants à

n'interviendra de l'extérieur : tout le changement viendra de l'intérieur.

Quant à M. Pozsgay, après avoir affirmé que le citoyen « ne veut plus vivre en subordonné d'un Etat providence », il s'est prononcé en faveur d'une loi sur la liberté de la presse, ajoutant : « L'information dictatoriale actuelle est considérée par l'opinion comme de l'anarchie. » Il a même constaté : « L'Europe de l'Est est devenue un centre de crise ».

A l'ambassade de France, les représentants de cinq mouvements alternatifs ont tous indiqué

de changement politique »

Pour M. Fabius, la leçon de ces contacts est que « tout bouge très vite en Hongrie » et que « la volonté de changement politique a rattrapé la nécessité du changement économique ». D'après lui, les dirigeants de Budapest veulent maintenir le caractère socialiste du régime, même sans le mot, et confirment leur appartenance au pacte de Varsovie.

Enfin, le président de l'Assemblée nationale estime que « l'Europe et la France ont un rôle à jouer pour éviter que l'expérience en cours en Hongrie aboutisse à un échec ou à des

le régime roumain est médiéval, ce qui est extrêmement condamnable ».

Puis, il a expliqué : « on peut dire que le régime là-bas a transformé Ubu roi en tragédie » (on joue actuellement à Budapest la pièce d'Alfred Jarry). Enfin, il a lancé : « J'ai l'habitude d'appeler un chat un chat et M. Ceausescu un dictateur. Sa condamnation doit être très ferme ». M. Fabius a-t-il été pris par l'ambiance hongroise qui montrait que l'on utilisait beaucoup moins la langue de bois sur les bords du Danube que sur ceux de la Seine ?

ANDRÉ PASSERON.

L'accueil des transfuges de Transylvanie

Camps hongrois pour réfugiés roumains

(Suite de la première page.)

Ainsi, selon M. Gal, il est plus difficile de franchir clandestinement la frontière en hiver qu'en été ; le nombre de citoyens roumains autorisés à se rendre en Hongrie en touristes, avec un passeport (et dont certains choisissent de rester) a diminué de moitié de 1987 à 1988. Enfin, au sein de la minorité hongroise vivant en Transylvanie, « on commence à comprendre que fuir le pays natal n'est pas une solution. En fin de compte, à qui cela profite-t-il ? A la Roumanie ».

Une délégation du Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) a passé cinq jours en Hongrie début février. Autre première : Budapest « étudie sérieusement » la possibilité d'adhérer à la convention de l'ONU de 1951 sur les réfugiés. Une décision qui « découle de la philosophie de la politique existentielle hongroise », relève M. Gal.

Sur les quelque 13 400 réfugiés légalement acceptés depuis un an — mais qui ne disposent toujours que de titres de séjour provisoires — 12 700 vivent actuellement en Hongrie ; les autres sont ou bien partis en Occident, ou bien, pour un très petit nombre, retournés en Roumanie. Dix pour cent de ces réfugiés n'étaient pas de souche hongroise, dont 8 % d'ethnie rou-

maine. Les deux pour cent restants, de souche allemande, ont émigré en RFA. « C'est vrai, les pays occidentaux manifestent des réticences à l'idée d'accueillir ces Roumains », regrette M. Gal. Notre position, en revanche, a changé : nous comprenons désormais que les non-Hongrois souhaitent se rendre en Occident. » Le Franco lo comprend moins, qui a expulsé trois Roumains vers l'Autriche en décembre dernier.

Outre ces réfugiés, vingt mille

demandes d'émigration environ (dont cinq cents dans le seul mois de janvier 1989) ont été déposées depuis cinq ans auprès de l'ambassade de Hongrie à Bucarest et du consulat hongrois à Cluj, avant que les autorités roumaines ne le fassent il y a quelques mois. Mille ces candidats au départ s'exposent « à tout un tas de tracasseries, car aux yeux des autorités roumaines, ils sont politiquement suspects ».

Quant au fameux plan de « systématisation » des campagnes rou-

maines, aux termes duquel le président Ceausescu voudrait raser la moitié des treize mille villages du pays pour concentrer les habitants dans des « centres agricoles industriels », Budapest pense maintenant qu'il ne sera pas réalisé. « Tout simplement par manque d'argent », explique M. Gal, et peut-être aussi « à cause des réactions internationales ». « Il y aura certainement — il y en a déjà — des villages razés, il y aura des tragédies humaines, mais le plan tout entier ne pourra pas être mis en œuvre ».

En réalité, le gouvernement de Budapest préfère se battre sur la question de la défense des Hongrois de Transylvanie, berceau de la culture magyar, thème on ne peut plus porteur au moment où, empêtrés dans leurs crises, les Hongrois se représentent à rêver de la « Grande Hongrie » d'antan. Comment l'opinion ne serait-elle pas indignée en lisant dans la presse officielle hongroise que la Roumanie procède à des transferts forcés d'écossiers de Transylvanie pour dépeupler cette région de ses habitants magyars.

Les Hongrois, en tout cas, ne se font pas d'illusions : pas question pour eux d'aller se rendre compte sur place. Ils attendent toujours l'invitation de Bucarest pour envoyer en Roumanie la mission d'étude dont le principe avait été décidé par les deux numéros un, MM. Grosz et Ceausescu, au sommet d'Arad, en août dernier.

SYLVIE KAUFFMANN.

